



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Conséquences économiques de la crise au Moyen-Orient

Question au Gouvernement n° 1552

Texte de la question

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE AU MOYEN-ORIENT

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Marcangeli.

M. Laurent Marcangeli . Nos entreprises n'ont pas déclenché la guerre au Moyen-Orient mais ce sont elles qui en paient la facture. En effet, depuis le mois de février, le détroit d'Ormuz est fermé. Ce point de passage, par lequel transitait environ un quart du pétrole mondial, est aujourd'hui infranchissable, et rien n'annonce un retour à la normale.

Disons les choses simplement : cette crise risque de s'installer et notre économie devra apprendre à vivre avec. Le baril de pétrole est passé de plus de 70 dollars avant la guerre à plus de 100 dollars aujourd'hui. Le prix du gaz a encore augmenté de plus de 15 % le 1er mai. Et notre croissance, déjà fragile, en paie le prix.

Derrière ces chiffres, il y a des entreprises, des pans entiers de notre économie et, surtout, le quotidien de celles et ceux qui travaillent. Dans l'agriculture, la flambée des engrais conduit certains à différer leurs achats en espérant un répit qui tarde à venir. Pour la pêche, l'énergie peut représenter plus d'un tiers des coûts. Pour le transport routier et les taxis, chaque plein rogne des marges déjà bien minces. Dans le secteur du bâtiment, les prix changent en quelques jours, au point qu'un artisan ne peut plus établir un devis fiable. Partout, ce qui a été engagé hier se paie aujourd'hui sur les marges et demain sur l'emploi. Car la vraie question est : comment investir, embaucher, s'engager, quand personne ne sait ce que coûtera un plein de carburant ou une tonne d'engrais dans quinze jours ?

À chaque nouvelle crise, le constat se répète : notre économie redécouvre sa vulnérabilité et ce sont toujours les mêmes qui en paient le prix. Ainsi, monsieur le premier ministre, ma question est simple et je la pose au nom de l'agriculteur qui n'ose plus commander ses engrais, au nom du pêcheur qui calcule chaque sortie en mer, au nom de l'artisan qui ne sait plus chiffrer son prochain chantier : que fait l'État, concrètement, pour qu'ils puissent continuer à travailler ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, premier ministre . Monsieur le président Marcangeli, l'État répond qu'évidemment, nous n'abandonnerons aucun des métiers dont vous avez dressé la liste. Depuis le début, la philosophie de notre action est un accompagnement à l'activité, avec un soutien ciblé.

Je vous remercie d'avoir établi le lien avec la géopolitique, car parfois dans notre vie politique, nous isolons ce qui se passe au niveau domestique des grands conflits qui nous guettent. Je l'avais dit au président Marc Fesneau il y a quelques semaines, cette géopolitique s'est malheureusement installée dans le réservoir des Françaises et des Français, et d'une manière ou d'une autre, cela va durer. Il ne faut pas mentir aux Françaises et aux Français, les guerres hybrides ou les guerres plus directes vont se multiplier, et nous payons cash nos

dépendances. Vous l'avez dit, à chaque crise, ce sont les mêmes qui paient.

Par chance – si j'ose dire – l'enjeu n'est pas le même qu'au déclenchement de la guerre en Ukraine car, tandis que cette dernière a provoqué une crise de volume, d'accès à l'énergie et au gaz, la crise que nous éprouvons est une crise du transport maritime. Pour l'instant, et c'est heureux, les infrastructures de production de pétrole n'ont pas été touchées autant que nous pouvions le redouter au début du conflit. De ce fait, la crise cause une inflation importée sur les prix de l'énergie. Tous les scénarios géopolitiques sont sur la table, y compris – et je veux le dire aux Françaises et aux Français par votre intermédiaire – la reprise des combats. Il faut malheureusement nous y préparer.

Cette crise a également un impact sur nos finances publiques et je sais que votre groupe politique y est attentif, bien que ce sujet soit un peu rapidement laissé de côté. La hausse des taux d'intérêt et l'activité de nos forces armées en opérations extérieures dans la région créent inévitablement des dépenses et ont des conséquences sur nos finances publiques qui n'étaient pas prévues lors du vote du budget. C'est une guerre, et le coût de 6 milliards d'euros que nous avons estimé devra être révisé. Nous y reviendrons en toute transparence, cela va sans dire.

Pour répondre plus précisément à votre question, mon obsession et celle du gouvernement depuis le début est d'empêcher que des pans entiers de l'activité économique du pays se mettent à l'arrêt. L'exemple des pêcheurs est toujours le plus facile à expliquer : nos amis pêcheurs font un calcul coût-avantage. S'il est rentable de sortir, les bateaux prennent la mer ; si ce n'est pas rentable, ils restent à quai. Cette philosophie nous a guidés pour les transporteurs, le BTP et les agriculteurs. Mais tandis que la crise s'installe dans la durée, nous allons devoir nous mettre à l'échelle, soit par filière soit en fonction de nouveaux métiers qui pourraient être concernés. Nous sommes en train de mettre la dernière main à ces différentes annonces.

Votre question porte également sur le dynamisme de notre activité et la croissance que nous sommes en droit d'espérer, ou que nous allons chercher en cette année 2026. Nous sommes seulement au mois de mai, nous maîtrisons certaines choses et pas d'autres. Certaines filières économiques tirent notre croissance vers le haut. La défense et l'aéronautique vont largement participer au soutien de l'activité, et je vous remercie pour la manière dont se sont déroulés les débats sur l'actualisation de la loi de programmation militaire. C'est également le cas des secteurs de la communication, de l'innovation et de l'énergie. Heureusement que nous avons pris le décret pour la programmation pluriannuelle de l'énergie. Heureusement que la production de notre parc nucléaire est beaucoup plus disponible que pendant la guerre en Ukraine, car c'est un des éléments d'amortissement de cette crise dont beaucoup de nos partenaires européens et d'autres pays dans le monde ne disposent pas.

M. Pierre Cordier . Et heureusement que Macron a changé d'avis !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Certaines filières sont dans une situation tangente, j'en citerai deux parmi d'autres, l'agriculture et le logement. La capacité à produire existe, mais le coût des intrants crée une inflation qui peut être contagieuse, et il ne s'agit pas uniquement du gazole non routier – le fioul rouge – mais aussi des engrais et de l'ensemble des matériaux dérivés du pétrole, dont le plastique et d'autres dérivés plus lointains. Mais il ne faut pas que certains secteurs en profitent pour jouer de cette inflation, nous devons constater uniquement une inflation sur les coûts dérivés des produits du pétrole. J'ai confié pour mission au ministre Serge Papin de bien clarifier l'ensemble des impacts de prix sur les filières. Le BTP est au cœur de ces préoccupations.

Une filière dont on parle peu est très exposée en ce moment, c'est la chimie. J'ai demandé aux ministres Roland Lescure et Sébastien Martin de me faire rapidement des propositions. C'est un secteur industriel important dans notre pays, qui compte dans bon nombre de circonscriptions représentées dans cet hémicycle, et qui est fortement exposé. Je ne veux pas être plus long, mais comme nous le voyons, cette crise ne peut pas être comparée à celle du covid, car le pays tourne.

Mme Clémence Guetté . Bla bla bla !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Merci pour votre dignité ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR. – Exclamations sur les bancs du groupe LFI-NFP.*) Même quand un sujet est grave, mesdames et messieurs les députés de La France insoumise, vous allez chercher la querelle. Merci de votre contribution au désordre dans cet hémicycle ! (Mêmes mouvements.)

M. Sébastien Chenu . Il ne fallait pas les faire élire !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . Puisque la perche m'est tendue et que la classe politique n'a pas toujours bonne mémoire, je rappelle que certains se sont succédé sur les plateaux de télévision à l'automne et à l'hiver dernier pour mentir droit dans les yeux aux Françaises et aux Français en expliquant que nous pouvions ne pas avoir de budget, que nous pouvions fonctionner avec une loi spéciale, mettant la pression sur l'ensemble des groupes politiques de cet hémicycle pour qu'il n'y ait pas de budget.

S'il n'y avait pas de budget, il n'y aurait pas d'aides ! S'il n'y avait pas de budget, il n'y aurait pas d'accompagnement pour les pêcheurs, ni pour les agriculteurs, ni pour le BTP, ni pour les transporteurs ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.*) S'il n'y avait pas de budget, il n'y aurait pas de loi de programmation militaire ! S'il n'y avait pas de budget, il n'y aurait pas eu de niche de relance pour le logement ! Halte à votre cynisme ! (Mêmes mouvements.) Ce sont des guerres qui menacent la sécurité des Françaises et des Français, des Européens, de notre économie. Il est temps d'être patriote, d'avoir le calme des vieilles troupes et de traiter enfin les problèmes à la racine ! (Vifs applaudissements sur les bancs des groupes EPR, DR, Dem et HOR.)

Mme la présidente . La parole est à M. Laurent Marcangeli.

M. Laurent Marcangeli . Merci pour cette réponse complète, monsieur le Premier ministre. Ce que vous avez indiqué est très important, il faut que nos compatriotes sachent que cette crise va durer. Ils ont besoin de visibilité. L'activité économique a besoin de visibilité, et peut-être aussi de plus de calme dans cet hémicycle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Marcangeli](#)

Circonscription : Corse-du-Sud (1^{re} circonscription) - Horizons & Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1552

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 mai 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 20 mai 2026